

Chronogramme non exhaustif du cheminement du gouvernement de Correa.

En septembre 2010, tombent les premières condamnations pour «Rébellion, sabotage et terrorisme» ou «atteinte à la sécurité de l'Etat» contre des leaders communautaires qui s'opposent à la politique de Correa, en tête des condamnés figure Pepe Acacho un leader de la communauté Shuar. De nombreuses autres condamnations pour ce mobile suivront, entre autre Javier Ramirez leader de la résistance à l'exploitation minière en Intag, qui séjournera en prison du 10/04/2014 au 10/02/2015.

Le 20 juin 2013, le gouvernement de Rafael Correa se dote d'un nouveau moyen de contrôle des organisations politiques, syndicales, associatives et autres ONG, le décret 16 permet au gouvernement de pouvoir contrôler ce type d'organisation dans un système d'enregistrement officiel et de contrôle de l'Etat.

Le 15/08/2013, Rafael Correa annonce unilatéralement la fin de la non-exploitation du parc naturel Yasuni ITT, avec un mensonge énorme, «le monde nous a laissé tomber», alors que la veille la porte-parole du projet, Ivonne Baki, annonçait avoir obtenu 367 millions de dollars pour la sauvegarde du parc. Il faut signaler que de nombreux donateurs avaient retiré leur offre en voyant les travaux préparatoires à l'exploitation faits par le gouvernement Equatorien dans la province d'Orellana qui jouxte le parc, ces travaux démontraient la vraie pensée de Rafael Correa.

Fermeture de l'ONG Pachamama le 4/12/2013 pour «ingérence et trouble à l'ordre public», Pachamama une ONG spécialisée dans la défense des peuples amazoniens et qui a longuement contribué à la dénonciation des destructions environnementales en Amazonie, notamment celles de Chevron. Cette fermeture a lieu un mois avant les adjudications de lots pétroliers dite «Ronda Surorienté Ecuador» ou 700000 hectares de la partie sud de l'Amazonie équatorienne sont concessionnées à des compagnies pétrolières sans aucune consultation préalable en violation de la convention 169 de l'OIT et de la constitution. 80% de l'Amazonie équatorienne est désormais concessionnée.

A partir de septembre 2013, commence la militarisation des zones en conflit pour les projets miniers imposés par le gouvernement sans consultation préalable, le 13 septembre l'armée équatorienne pénètre en Intag. Parallèlement des opérations militaires sont également menées dans la cordillère du Condor (Zamora-Chinchipec) qui aboutissent à la mort d'une balle dans la tête de Freddy Taish, de la communauté Shuar en novembre 2013. Le 4/12/2014 un autre dirigeant communautaire Shuar de la même région et opposant au projet minier Mirador, José

Isidro Tendetza Antún, sera retrouvé assassiné.

Le 12/04/2014, le groupe yasunidos a récolté 800000 signatures nécessaire pour obtenir un référendum sur le Yasuni (signatures obtenues dans des conditions extrêmement difficiles, au milieu du mépris de la presse officielle et des violences policières) et les remet au conseil national électoral (CNE), après constat de manipulations (ouverture de boîtes scellées, manipulation d'identités) pour part des fonctionnaires de l'état et une récupération par la force des boîtes contenant les signatures, celles-ci sont en grande partie invalidées par le CNE, il n'y aura pas de référendum sur le Yasuni.

En juillet 2014, Rafael Correa réaffirme dans une interview qu'il s'opposera à toute dépénalisation de l'avortement, même en cas de viol.

Le 4/11/2014 Rafael Correa présente son projet de modification de la constitution qui va lui permettre de se faire réélire indéfiniment. Président à vie, c'est sa conception de la démocratie.

Le 15/12/2014 le gouvernement refuse de renouer le bail de la CONAIE, la principale organisation de peuples autochtones de l'Equateur, la mesure est effective le 5 janvier.

Le 4/01/2015 le gouvernement confirme officiellement le démarrage des projets miniers : Mirador, Panantza-San Carlos, Fruta del Norte, Río Blanco et Loma Larga (ex-Quimsacocha). Tous ces projets miniers sont ou en tête de bassin ou menacent directement d'importants bassins hydrographiques, de plus ils sont situés dans des régions importantes soit pour les ressources agricoles (Azuay) soit pour leur biodiversité, le total des concessions dépasse les 100000 hectares. Pour l'instant pas de déclaration officielle sur le démarrage du projet Llurimagua en Intag.

Gérald Lebrun (le 10 avril 2015)